

Afghanistan is not safe : non au retour forcé

Interpellation sur la politique européenne liant l'aide au développement au retour de réfugiés.

A la veille d'une conférence de donateurs organisée à Bruxelles les 4 et 5 octobre 2016, l'Union européenne a signé un accord avec l'Afghanistan visant le retour volontaire ou forcé de 80 000 Afghans déboutés du droit d'asile, baptisé *Joint Way Forward on Migration Issues*. L'inquiétude du côté des organisations de défense des droits des étrangers en Europe est vive, tant la situation d'insécurité est flagrante et les pratiques de harcèlement généralisées en Afghanistan. Jusqu'à présent p.ex. la France évitait les expulsions vers ce pays et l'Allemagne ne renvoya en 2015 que 9 Afghans; le taux de reconnaissance du statut de réfugiés pour les Afghans dans ces pays était en 2015 de 78 resp. 80%. Au Luxembourg, les dossiers des demandeurs de protection internationale afghans sont encore en cours et les signataires de cette interpellation ne craignent que cet accord ait une influence négative sur le taux de reconnaissance.

En échange, les États membres de l'UE s'engagent à contribuer financièrement à hauteur de 5 milliards d'euros (sur une enveloppe globale de 13,6 milliards d'euros jusqu'en 2020) au développement économique et politique de ce pays ravagé par des années de guerre civile. Les organisations non gouvernementales de coopération au développement s'opposent à ce type d'aide conditionnée, car selon elles, l'aide dont l'Afghanistan a besoin doit d'abord viser à consolider la paix, assurer la sécurité de ses habitants, reconstruire le pays et non pas décharger l'UE de ses obligations internationales de protection et de respect des droits humains des migrants et réfugiés.

Les associations et initiatives signataires en collaboration avec des membres de la communauté afghane

- dénoncent la politique générale de forteresse européenne et les efforts en cours visant la conclusion de nombreux accords de réadmission et demandent de multiplier les voies d'accès à l'UE en matière de protection et d'immigration ;
- déplorent le lien ainsi établi entre aide au développement & refoulement
- soulignent le caractère juridiquement douteux de cet accord, car non soumis au vote du Parlement et reposant sur des spéculations quant à l'amélioration des conditions de vie en Afghanistan ;
- affirment qu'il n'y a pas d'alternative de fuite interne en Afghanistan digne de ce nom ; en effet les déplacés actuels y manquent gravement de moyens de survie ;
- constatent que le Pakistan et l'Iran ne sont plus des pays tiers d'accueil car ils ne leur donnent plus de possibilité de s'établir légalement chez eux et dans certains cas, forcent les Afghans au retour ;
- demandent au Gouvernement luxembourgeois de soutenir l'EASO à réaliser un monitoring renforcé des violations des droits humains et à évaluer les résultats concrets et mesurables de l'intégration durable des déplacés internes ainsi que la réintégration durable des Afghans revenant des pays voisins et ceci avant tout retour du Luxembourg vers l'Afghanistan ;
- demandent à la Commission européenne de mettre en route des mécanismes de contrôle pour assurer que l'aide investie contribue à instaurer un Etat de droit protégeant et la population civile et les minorités.

Cercle de coopération des ONG de développement



Letzebuerger Flüchtlingsrôt

Collectif **réfugiés** luxembourg-
lëtzebuerger **flüchtlings** rôt
ACAT, AIL, ASTI, ASTM, CARITAS, CLAE, CEFIS, VIE
NOUVELLE

Reech eng Hand



NARIN asbl



Passerell asbl



Amitié
Portugal-
Luxembourg



ONS HEEMECHT



Konterbont
asbl



IMNOTAREFUGEE

I'm not a refugee.

OH !

Oppent Haus

OPEN HOME
OPPENT HAUS